

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Résistance en Amérique du Sud contre la présence militaire américaine

par Gisela Liebe

Les pays de l'Amérique du Sud nous donnent l'exemple, à nous autres Européens, comment l'on peut résister à la présence militaire américaine. Le 28 août, les chefs de gouvernement des 12 pays membres d'Unasur (Union des Nations sud-américaines) s'étaient réunis pour un sommet spécial à l'occasion de la crise à Bariloche, en Argentine. Ils avaient l'intention de débattre du nouvel accord militaire conclu entre la Colombie et les Etats-Unis. La Colombie permet par cet accord aux USA d'utiliser et de construire sept bases militaires où jusqu'à 1400 soldats américains pourront être stationnés.

La plupart des pays sud-américains ont été hautement alarmés par le développement de la présence militaire augmentée des USA en Colombie. Ce sont surtout les pays voisins, le Venezuela et l'Equateur, qui se sentent directement menacés. Mais l'Argentine et le Brésil se sont, eux aussi, prononcés dès la préparation du sommet contre les nouvelles bases militaires états-uniennes.

La présidente de l'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, à l'initiative de laquelle le sommet spécial a eu lieu, s'est exprimée sans équivoque: «Nous ne pouvons pas admettre que les USA, après avoir exporté la crise économique et la grippe porcine chez nous, apportent encore une situation de guerre dans notre région.»

Evo Morales, le président de la Bolivie, avait proposé, durant la préparation de la conférence, des «référéndums continentaux» sur la présence de l'armée américaine en dehors des USA: «Ainsi, ce seraient les peuples vivant sur le continent et non plus les empires qui prendraient la décision de ce stationnement.» Les Constitutions du Venezuela, de l'Equateur, de la Bolivie et du Nicaragua interdisent le stationnement de forces militaires étrangères. Les USA ont dû abandonner leur base aérienne située à Manta, en Equateur. On suppose que les avions éclaireurs et les avions de transport stationnés jusqu'ici à Manta, seront désormais transférés aux bases militaires situées en Colombie.

Ce n'est pas étonnant que l'augmentation de la présence militaire américaine en Amérique du Sud s'accompagne de grandes inquiétudes. La volonté d'hégémonie des



La population et le gouvernement se défendent contre la base militaire états-uniennne.
(photo reuters)

USA en Amérique du Sud continue et se poursuit avec zèle sous la direction d'Obama aussi. Du côté des Etats-Unis on justifie la présence militaire américaine, comme c'est souvent le cas en Amérique du Sud, par la lutte anti-drogue. Depuis 2001, les USA ont investi déjà 346 millions d'euros par an dans le soi-disant *Plan Colombia* en Colombie, mais sans grands succès.

La conférence au sommet de l'Unasur à Bariloche a duré huit heures au lieu des quatre heures prévues initialement. L'intégralité de la conférence à laquelle avaient participé tous les 12 chefs de gouvernement de l'Amérique du Sud, a été transmise en direct à la télévision. Le président des Etats-Unis, Barack Obama, n'avait pas accepté l'invitation à cette conférence.

Alors qu'Alvaro Uribe, le président de la Colombie, a soutenu la convention militaire en la qualifiant d'aide efficace contre le trafic de drogue, et alors qu'il a souligné que la Colombie, par cet accord, n'abandonnerait pas un pouce de sa souveraineté, à peu près tous les autres chefs d'Etat se sont prononcés contre les bases militaires, à l'exception d'Alan García, le président du Pérou. Tabaré Vázquez, le président d'Uruguay, a dit: «L'Uruguay s'engage pour la souveraineté, c'est pourquoi nous refusons l'installation de bases militaires étrangères.» Hugo Chávez a demandé à la Colombie de présenter l'accord mot à mot pour qu'on sache une fois pour toutes ce dont il s'agit. Il a cité le Livre blanc publié par la Force de l'air de l'US Southern Command, où les intentions des bases militaires sont déclarées comme la volonté d'avoir le contrôle militaire de la région.

Rafael Correa a présenté une longue documentation qui contient les arguments et les raisons pour lesquelles on ne devrait pas installer de bases militaires américaines en Amérique latine: «L'Equateur avait une base militaire des USA à Manta. Détrompons-nous: Il n'y a aucune possibilité de contrôler ce que font les Américains dans les bases

que la Colombie leur a mises à disposition. Qui donc devrait les contrôler?» Il a dit que ce n'était pas possible de vérifier si un avion partant de la base militaire contrôlait le trafic de drogue ou bien s'il intervenait dans la communication et dans la sphère des radars des autres pays. «Nous avons connu cette expérience en Equateur, il ne faut pas être naïf.» Il a proposé que le Conseil de défense de l'Unasur se penche à fond sur ces problèmes. Correa a rapporté comment les troupes américaines à la base militaire de Manta avaient commandé les autorités de sécurité locales. Evo Morales l'a confirmé aussi en déclarant que les bases militaires étrangères devaient être interdites en Amérique latine.

Correa et Morales ont démontré que la présence de la DEA, le service chargé de la lutte contre le trafic de drogue des USA, n'avait pas amélioré la situation dans la région, mais qu'au contraire le trafic de drogue avait même augmenté. Correa a rappelé à Uribe qu'on avait rencontré des soldats américains avec des drogues et a présenté des chiffres prouvant la plus grande efficacité des autorités locales.

Le chef du gouvernement brésilien Lula da Silva a indiqué que les pays de l'Amérique du Sud avaient déjà fait de grands progrès dans la collaboration. Il a proposé que l'Unasur cherche sa propre solution au problème du trafic de drogue, sans les Etats-Unis: «Notre collègue Uribe cherche à nous prouver que les bases militaires américaines en Colombie existent déjà depuis 1952 et je veux lui dire en toute amitié: S'ils n'ont pas réussi jusqu'à présent à combattre avec succès la guérilla et le trafic de drogue, nous devons réfléchir à d'autres solutions et voir comment nous, dans l'Unasur, pouvons résoudre ce problème nous-mêmes.»

«La grande masse des consommateurs de drogue ne vient pas de notre continent. Ce serait bien si, au lieu de lutter contre le trafic de drogue sur notre territoire, ils [les Américains, ndt.] le faisaient à l'intérieur de leurs propres frontières, mais les consommateurs sont aussi

des électeurs...» Lula a proposé une rencontre avec Obama afin que celui-ci puisse mettre au jour ses desseins politiques en Amérique du Sud. En outre, il a demandé une garantie juridique afin que les troupes américaines ne puissent pas être engagées dans des interventions militaires à l'extérieur de la Colombie.

En conclusion de la rencontre au sommet, une déclaration commune a été adoptée, où la volonté d'une coopération pacifique et d'une solution pacifique des conflits par les Etats Unasur a été corroborée. La présence des forces armées étrangères ne doit menacer ni la souveraineté ni l'intégrité des nations d'Amérique du Sud, ni la paix et la sécurité dans cette région. Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères des pays d'Unasur se réuniront encore ce mois pour débattre des mécanismes pour intensifier la confiance mutuelle et pour analyser en même temps le Livre blanc américain intitulé «Stratégie pour l'Amérique du Sud». Le Conseil de défense sud-américain d'Unasur avait été fondé en mars dernier. En même temps, le Conseil sud-américain contre le trafic de drogue est chargé d'élaborer au plus vite une stratégie et un plan d'action sur le fondement duquel la

lutte contre le trafic illégal de drogue pourra être renforcée et intensifiée par les autorités d'Unasur sur place. •

L'Unesco déclare l'Equateur libre d'analphabétisme

gl. Deux ans après que le président Rafael Correa ait lancé une campagne contre l'analphabétisme dans son pays, l'Unesco a déclaré l'Equateur libre d'analphabétisme. En deux ans seulement, on a réussi à réduire le taux d'analphabétisme de 9,3% à 2,7%. Environ 420 000 personnes ont appris à lire et à écrire. La directrice nationale de l'instruction publique au ministère de l'Education équatorien Mery Gavilanes a expliqué les cinq programmes destinés à différents groupes cible. Le programme «Manuela Sáenz» s'adressait à la population métisse, il comprenait entre autre la distribution de 500 000 manuels en langue espagnole. Pour les communautés indigènes et agricoles, le programme «Dolores Cacuango» a été mis sur pied, dans le cadre duquel l'enseignement se fait exclusivement en Kichewa, une langue quechua qui est souvent utilisée en Equateur. Des manuels scolaires destinés à d'autres communautés linguistiques sont en préparation. «Voluntad» est un programme particulier qui s'adresse aux détenus qui se trouvent dans les 34 centres de réhabilitation du pays. Pour les provinces limitrophes du Pérou et de la Colombie on a également créé des programmes particuliers, ainsi que pour les personnes handicapées, par exemple l'écriture braille pour les aveugles.

Au total, 12 000 alphabétiseurs ont été mobilisés. On a également intégré 190 000 élèves de la secondaire dans le programme. Leurs activités en tant qu'enseignants pour analphabètes faisaient partie intégrante de leur curriculum et étaient obligatoires pour pouvoir passer le baccalauréat. •

Source: teleSUR-PI/ve-PR 8/9/09

Sommaire

Israël, puissance protectrice du monde sunnite?

page 3

Message du président russe Dmitri Medvedev au peuple russe

page 4

Le généralissime Souvorov – un Guillaume Tell russe

page 5

«Faire une fois le parcours du nord au sud sans stress»

page 7

Assemblée générale de l'ONU – critique sévère à l'encontre de l'alliance de guerre

La majorité des pays prennent de plus en plus d'assurance

km. Le 14 septembre, quelques jours avant l'ouverture de la 64^e Assemblée générale des Nations Unies, le président de la 63^e Assemblée générale, *Miguel d'Escoto Brockmann*, a tenu son discours d'adieu. Il mit en avant le fait que l'Assemblée générale, soit la majorité des pays et des populations, avait réussi à faire valoir le respect envers les Nations Unies et leur place dans le monde grâce à différentes initiatives, particulièrement la «Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement», tenue du 24 au 30 juin 2009.

Le Premier ministre britannique, *Gordon Brown*, avait proposé quelques jours auparavant de transformer le G20 en une sorte de gouvernement mondial (cf. *Spiegel Online* du 22 septembre). Le président de l'Assemblée générale s'y opposa en ces termes: «Le G8 et le G20 resteront des minorités importantes. Cela est dû au fait que leur richesse et leur pouvoir sont nettement plus grands que leur capacité à agir juste. Il ne faut pas oublier qu'on doit à leurs graves erreurs et à celles des institutions de Bretton-Woods, dirigées par eux-mêmes, ce qui se passe actuellement dans le monde et qui pourrait aboutir à la plus dramatique crise de l'histoire.»

Le président de la Confédération suisse, *Hans-Rudolf Merz*, a, lui aussi, trouvé les mots justes sur le G20 lors de son discours prononcé devant l'Assemblée générale: «Le G20 est devenu une tribune où des questions d'importance mondiale sont discutées. Ce développement ne doit pas se faire au détri-

ment d'autres pays ou institutions globales comme les Nations Unies. Le G20 manque de légitimité et ne dispose pas de procédures transparentes pour décider des sanctions. Les membres du G20 eux-mêmes ne sont pas soumis au même type d'examen. La Suisse préconise une égalité de traitement et une meilleure consultation entre les non membres du G20.»

De nombreux représentants politiques, partisans du gouvernement américain, se comportent comme s'ils tenaient le couteau par le manche. Ils rappellent l'Allemagne nationale-socialiste après la défaite de Stalingrad en hiver 1942/43. Tout observateur objectif avait alors compris que dès lors la guerre était perdue. Mais le ministre de la Propagande du pays, *Joseph Goebbels*, n'eut pas d'autre idée que de déclarer la guerre totale. Les dirigeants politiques des grandes puissances occidentales ne se rendent-ils donc toujours pas compte qu'ils ont perdu tout crédit au cours des 20 dernières années? Que leur politique est un échec lamentable sur le dos de milliards d'hommes et de femmes? Qu'il n'est plus possible d'en revenir à un pouvoir impérial? Que nulle stratégie ni tromperie, si raffinées soient-elles, du genre *Obama* ou *Brzezinski* n'a de chance de réussir?

Le président iranien a tenu, lui aussi, un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU. L'Occident continue sa polémique contre lui. Au lieu de réfléchir à ce qui a véritablement été exprimé, comme par exemple: «C'en est terminé avec l'ère de la pensée capitaliste brutale, de même que de la possi-

bilité d'imposer une pensée unique et des intérêts de certains groupes à la communauté mondiale, y compris de l'expansion de l'hégémonie mondiale au nom de la mondialisation et de la mise en place d'empires. Le temps est passé où on pouvait humilier les nations en utilisant une double morale avec deux poids et deux mesures.»

Quelques jours plus tôt, le président de l'Assemblée générale avait déclaré: «J'ai le sentiment de ne pas me tromper beaucoup en affirmant que le monde entier sait que certains de nos Etats-membres les plus puissants et les plus influents ne croient plus à la suprématie du droit dans les relations internationales, mais estiment que le respect des normes juridiques dû à la signature de la Charte n'est bon que pour les Etats faibles. [...]

Certains Etats s'imaginent pouvoir agir en vertu de la loi de la jungle; ils estiment avoir le droit du plus fort, agissant comme bon leur semble sans avoir à en répondre. Ils sont persuadés de pouvoir rejeter le multilatéralisme, en proclamant les avantages de l'unilatéralisme. Confortablement installés sur leur siège au Conseil de sécurité, ils affirment effrontément que tous les Etats-membres doivent se plier aux devoirs imposés par la Charte s'ils ne veulent pas être punis. L'égalité entre les Etats-membres et le devoir d'empêcher les guerres ne sont pour eux que des à-côtés à ne pas prendre au sérieux.»

Quelques paragraphes plus haut, il avait aussi déclaré: «Nous nous trouvons à un point sensible, sur la voie dans laquelle nous nous sommes engagés il y a 64 ans à San Francisco. Les institutions mises en place alors ont connu, comme toutes les institutions, un processus d'usure naturel se déroulant pas à pas et de manière irréversible. La conséquence en est que la crise actuelle agit tant sur l'économie que sur la politique mondiales.

Sri Lanka

Les droits humains doivent être respectés – il faut une réconciliation

ds. Après plus de vingt ans de conflit armé, la LTTE (*Liberation Tigers of Tamil Eelan*) a déposé les armes le 17 mai. Le lendemain, le gouvernement sri-lankais a déclaré la fin de la guerre, et le président *Mahinda Rajapakse* a promis de respecter les droits de la minorité tamoule et de clore les clivages ethniques dans le pays. Contrairement à ces promesses, la tragédie humaine de la population tamoule persiste jusqu'aujourd'hui. Les rapports provenant de Sri Lanka sont inquiétants («Neue Zürcher Zeitung» du 12 septembre). Environ 300 000 réfugiés tamouls, venus du Nord, sont toujours détenus dans les camps de détention dans des conditions déplorables. Les organisations internationales telles que l'ONU et le CICR n'ont pas d'accès aux camps. La situation des médias ne s'est pas améliorée selon *Journalists for Democracy in Sri Lanka*. Tout au contraire, les intimidations et les menaces se sont même multipliées.

Peu importe ce dont les deux parties bellicérantes sont responsables – de graves violations du droit international humanitaire auraient été perpétrées par les deux parties – avec la fin de la guerre, la responsabilité du respect des droits de l'homme envers les militants tamouls battus et la population civile reposent sur le gouvernement sri-lankais. La communauté internationale doit exiger du gouvernement sri-lankais le maintien du droit international et inviter les deux parties à la réconciliation. En rappel, l'article 3 de la *Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre*:

Art. 3 En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes:

Il existe un large consensus que le Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas capable de maîtriser les problèmes de la paix et de la sécurité dans le monde et que donc, de profondes réformes sont nécessaires, afin de surmonter les limites toujours plus étroites reposant sur des méthodes restrictives et des prises de décisions en cercle fermé.

Seule une Assemblée générale exerçant avec énergie ses fonctions de conseil et de politique et capable de prendre des décisions sera en mesure de promouvoir une politique multilatérale offrant les meilleures chances de relations entre Etats. L'Assemblée générale a montré un aspect important de sa revitalisation, soit sa capacité de se préoccuper de problèmes économiques existentiels, alors que pendant trois décennies elle n'avait pas pu s'y attaquer. Cela prouve que la revitalisation de l'ONU est plus une question politique que technique.»

Le président sortant de l'Assemblée générale termina par ces mots: «Tout ceci, de même que bien d'autres anomalies graves ont convaincu beaucoup de gens qu'une réforme des Nations Unies était urgente. Mais au cours de cette année, en tant que président de la 63^e Assemblée générale, j'en suis arrivé à penser que le moment d'entreprendre des réformes ou pour le moins d'apporter quelques améliorations à notre organisation était passé. Nous devons la redéfinir et cela de manière urgente – *ad majorem gloriam Dei*, ce qui signifie, pour le bien de la planète et de l'humanité.

Les scissions de l'humanité ne viennent pas d'une loi naturelle. Pour les humains ce serait un bienfait et un espoir de paix que tous les gouvernements s'efforcent de respecter et de promouvoir les droits humains. Les populations peuvent largement participer à ce que nos gouvernements s'en chargent. •

Forums communaux en Europe du Sud-Est

Participation citoyenne à la politique

Dans le cadre de forums communaux institués sur une base démocratique, les citoyens et citoyennes prennent une part active au développement de leur commune. Sous l'impulsion de la *Direction du développement et de la coopération suisse* (DDC), plusieurs centaines de projets ont été mis sur pied en Bulgarie et en Macédoine dans le dessein d'améliorer la qualité de vie et de promouvoir la culture de dialogue démocratique à l'échelle communale.

Zoom sur les Balkans: qu'ont en commun la nouvelle place de jeux à Gjorce Petrov, l'office du tourisme à Sevlievo et le centre de formation à Internet à Chitalishte? Tous ces projets sont nés à l'initiative des forums communaux institués sur une base démocratique que la DDC soutient en Europe du Sud-Est. Depuis 2000, 107 forums communaux en Bulgarie ont initié 384 projets au total, couvrant près de 40% de toutes les communes bulgares. Après le retrait de la coopération suisse avec l'Est de Bulgarie fin 2007, ce modèle est désormais mis en œuvre en Macédoine. A l'heure actuelle, 25 communes macédoniennes sont en passe d'instituer un forum. S'il est réjouissant de constater la multitude de projets de développement de la commune qui sont lancés, il importe également de souligner le processus participatif à leur origine. En soutenant les forums communaux, la DDC encourage la culture de dialogue démocratique en Europe du Sud-Est, tout en consolidant les communes participantes face aux défis engendrés par le processus de décentralisation en cours dans la plupart des pays de la région, et face aux exigences élevées posées par la recherche d'un consensus à l'échelle communale.

La participation active répond à un réel besoin

Les forums incitent les citoyens et citoyennes appartenant aux groupes d'intérêt les plus divers à s'intéresser aux questions de développement de leur commune. «Les maires nous ont souvent dit qu'ils disposaient à présent d'un groupe de personnes qui s'engagent et qui soutiennent la politique communale», se souvient *Heinz Kaufmann*, qui était le coordinateur suisse à Sofia jusqu'à fin 2007. Même constat en Macédoine, où la participation est

très active – il n'est pas rare que les forums accueillent plus de 100 participants. *Ismet Balazi*, animateur du forum à Kichevo, se dit convaincu que nombre de citoyens sont prêts à s'engager davantage sur le plan communal si on leur en donne la possibilité: «Les forums communaux sont un moyen éprouvé de faire participer les citoyens au processus décisionnel. L'expérience montre que de nombreuses personnes sont disposées à participer activement à l'amélioration de leur environnement direct.»

La démocratie, un processus au long cours

Les forums sont par principe ouverts à tous les citoyens et citoyennes. Ils constituent une chance en particulier pour les groupes qui ne sont guère représentés au sein des institutions communales, comme les jeunes, les femmes, les retraités, les invalides, etc. Dans le cadre d'un dialogue structuré mené sous la conduite d'un animateur spécialement formé à cette fin, les préoccupations des citoyens sont examinées et, le cas échéant, reprises sous forme de propositions de projets concrets. Elles participent ensuite à un concours dont la finalité est de répartir les moyens financiers disponibles. Les projets gagnants sont sélectionnés par vote lors d'une réunion plénière, avant de se voir octroyer les fonds nécessaires à leur mise en œuvre. Cela dit, il arrive souvent que ceux-ci ne couvrent pas les coûts totaux. L'on attend donc de la part des groupes de citoyens la fourniture de certaines prestations, par exemple la mise à disposition de leur force de travail. Un tel processus peut durer plusieurs mois, voire plusieurs années dans certains cas. La démocratie s'inscrit dans un processus au long cours.[...]

Appel à suivre l'exemple

La DDC a synthétisé les expériences et les résultats obtenus en Bulgarie sous la forme de manuels didactiques (disponibles en anglais et en bulgare) et d'un film documentaire, appelant d'autres communes à suivre cet exemple. Le matériel didactique peut être commandé gratuitement auprès de la DDC ou téléchargé sur le site Internet de la DDC. • Source: www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Projets/Forums_communaux_en_Europe_du_Sud_Est

Israël, puissance protectrice du monde sunnite?

Après la Grande-Bretagne et les USA, Israël va-t-il être le «gendarme» du Proche-Orient?

Réédition du «Devil's Game» selon Robert Dreyfuss?

ts. La rhétorique concernant une éventuelle guerre d'agression israélienne contre l'Iran devient de plus en plus perçante – de hauts fonctionnaires israéliens en parlent tout ouvertement pendant que les médias israéliens se posent des questions à propos de la déclaration de Zbigniew Brzezinski, à savoir que l'armée des USA ne tolérerait pas le survol de bombardiers israéliens sur l'Irak, avec toutes les conséquences qui pourraient en découler¹ – donc pendant que les tambours de la guerre se font de plus en plus forts, des politiciens et des agents des services secrets israéliens et américains, et des membres de «think tanks», font entrer une nouvelle constellation d'idées dans le jeu en vue de la solution des problèmes au Moyen-Orient:

Ainsi, John Chipman, directeur général de l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS) a formulé les propos suivants lors d'un congrès à Genève²: La grande majorité des Etats arabes partageaient avec Israël l'estimation que le gouvernement iranien agissait souvent comme une force potentiellement déstabilisante. Mais cette congruence d'intérêts stratégiques ne peut pas facilement trouver une expression publique, car le conflit non résolu entre la Palestine et Israël rendait impossible que les Etats arabes se lient avec Israël.

La solution des deux Etats uniquement un prétexte?

Par contre, en ce qui concerne la solution des deux Etats, palestinien israélien, beaucoup d'Israéliens pensent, selon Chipman, que l'objectif principal en est surtout de légitimer Israël aux yeux de l'opinion publique des Etats arabes modérés. Ainsi, une collaboration et des relations diplomatiques normales deviendraient possibles entre les Etats arabes et Israël, avant tout contre des groupes soutenus par l'Iran, mais aussi contre l'Iran lui-même.

Chipman a aussi clarifié que la solution des deux Etats n'apporterait pas tout de suite la paix entre la Palestine et Israël, mais elle créerait la légitimité politique pour Israël qui permettrait aux Etats arabes de soutenir Israël contre des groupes radicaux qui menaceraient aussi ces mêmes Etats arabes.

Voilà les déclarations de Chipman. Donc créer un Etat palestinien avant tout et uniquement pour que l'Iran se voie confronté à un front uni d'Etats arabes en alliance avec la puissance nucléaire d'Israël? Les Etats du Golfe, jusqu'à présent dépendants du pouvoir militaire des USA, intimidés par l'ancien ennemi commun Saddam Hussein – rappelons le Koweït 1990/1991 et ses paiements de taxes racketteurs aux USA dans les années 1990 – ces Etats du Golfe, donc, seraient menacés maintenant par l'Iran et ainsi de nouveau intimidés, dépendants d'Israël? S'agit-il d'une nouvelle édition de la stratégie de guerre néoconservatrice du soi-disant «combat des cultures», cette fois cependant à l'intérieur de l'Islam, entre les Perses chiites et les Arabes qui sont pour la plus grande partie sunnites? Avec Israël comme troisième larron et pour faire pencher la balance?

Arabes et Israéliens contre les Persans?

Lors du congrès cité plus haut, Dan Meridor, Premier ministre suppléant et ministre des services secrets d'Israël a abondé dans le même sens lorsqu'il a souligné que c'était l'Iran qui dirigeait l'Islam révolutionnaire et pour cette raison un Iran en possession d'armes nucléaires ne menaçait pas seulement Israël, mais aussi les Etats du Golfe. Ce haut dirigeant des services secrets israéliens a encore souligné le fait que si la formation de deux Etats était imminente, la domination des USA y était très importante. Mais en même temps les USA devaient résoudre d'urgence le problème de l'armement nucléaire de l'Iran.³

Il y a aussi Mordechai Kedar, professeur israélien d'études arabes et, selon la radio suisse DRS pendant des années membre des services secrets israéliens, actuellement en



Champs pétroliers arabes – ici les champs pétroliers de Shaybha en Arabie saoudite – à l'avenir sous «protection militaire» d'Israël? (photo Reuters)

route à travers l'Europe pour, d'après ses propres paroles, sensibiliser les Européens au danger des roquettes iraniennes qui pourraient aussi atteindre l'Europe, le dit Mordechai Kedar s'est exprimé lors d'une interview à la radio citée plus haut affichant une ressemblance frappante avec les propos de Dan Meridor et John Chipman: Les Saoudiens, lors de la guerre contre le Hezbollah chiite au Sud du Liban en 2006, n'avaient pas soutenu le peuple frère arabe mais les Israéliens. De même, lors de l'attaque d'Israël contre la bande de Gaza début 2009, les Saoudiens n'avaient pas soutenu le Hamas sunnite à cause de leur soutien par l'Iran, mais Israël. Pourquoi? L'ancien membre des services secrets a répondu de la manière suivante: L'Arabie saoudite est un ennemi des Chiïtes, elle a aussi des problèmes avec les Chiïtes dans son propre pays. Les Saoudiens craignent que les Chiïtes dans leur pays et en Iran puissent occuper les régions chiïtes à l'est de l'Arabie saoudite, ce qui serait particulièrement explosif car c'est là que se trouvent les grands champs pétroliers.

Le vieux jeu du «Divide et impera»?

A la remarque de la journaliste de la radio suisse DRS, qu'Israël semblait être le trou d'aiguille et cela dans un conflit qui dépasse l'unique Proche-Orient, Kedar, bien instruit par les services secrets, a décrit le cours des fronts de la façon suivante: Par exemple l'*Emir de Qatar* est aujourd'hui en coalition avec l'Iran, le Hezbollah et le Hamas. Et d'autres Etats aussi se rangeront du côté de l'Iran si le monde n'entreprend rien contre l'Iran. L'Egypte et la Jordanie sont en soucis, mais c'est l'Arabie saoudite qui a la plus grande peur de l'Iran. Les Saoudiens savent qu'ils vont être le prochain objectif de l'Iran, après l'Irak, a rapporté Kedar. Tous ont peur de l'Iran au Proche-Orient. Oui, le danger pour les voisins immédiats de l'Iran sont même plus grand que le danger pour Israël. Tous ces Etats arabes se trouvent plus près de l'Iran et sont moins capables de se défendre. Israël se trouve dans une position bien meilleure. Le Koweït et Bahreïn n'ont aucune possibilité de se défendre contre une agression iranienne. Les Ayatollahs iraniens de leur côté haïssent les Arabes sunnites, et cela leur serait bien égal si dans une attaque contre Israël des Sunnites arabes trouvaient la mort.⁴

Trois prises de position qui montrent à l'évidence que derrière les coulisses ce

n'est pas seulement la planification, mais déjà la modification du Moyen-Orient qui est en train de se réaliser. L'avenir nous dira si avec cela le rôle du gendarme dans le Golfe persique, qui n'agit pas de façon entièrement désintéressée, est transféré des USA vers Israël. Si l'on en croit le récit de Robert Dreyfuss dans son ouvrage «Devil's Game» – d'après lequel les Britanniques ont créé les Frères musulmans pour s'en servir comme instrument contre le nationalisme arabe, et qu'Israël a à l'origine soutenu le Hamas pour affaiblir le Fatah – le transfert des devoirs des USA vers Israël serait dans une ligne de traditions dans laquelle le «Devil's Game» le principe diabolique du «Divide et impera» se poursuit depuis des décennies.⁵

«Blood Borders» près d'être réalisés?

En tout cas, il faut avoir à l'œil la météo géopolitique et relire l'article de Ralph Peters dans le *Armed Forces Journal* avec l'horrible titre «Blood borders». Peters décrit le Proche-Orient avant et après la transformation d'après les «frontières du sang», où l'on doit faire surtout attention au partage en Etats sunnites et chiïtes, une partition de l'Irak en trois, une amputation de l'Arabie saoudite justement de ses régions pétrolières à l'est, tout comme de l'Iran, le rapetissement du Pakistan avec le nouvel Etat du Bélouchistan et le Kurdistan libre etc.⁶

Et si les différences entre l'Amérique de Brzezinski-Obama et l'Israël de Netanyahu se révèlent authentiques ou qu'elles sont seulement mises en avant, on le verra. D'après l'idée de Brzezinski dans son ouvrage «The Grand Chessboard»⁷ d'après lequel il faut dominer l'Eurasie pour pouvoir dominer le monde, où les Etats sont des figurines sur l'échiquier et seulement des moyens pour atteindre un objectif, une masse à manipuler qui se joue d'après les besoins. D'après son nouvel essai dans *Foreign Affairs*⁸ on a en ce moment besoin d'urgence de la figurine Iran, et en pleine possession de ses forces. Pourquoi? Comme ennemi «naturel» des Taliban sunnites/wahhabites, l'Iran chiïte doit aider l'OTAN dans son désastre afghan et sauver ainsi l'alliance militaire occidentale de la désintégration. D'après le principe: L'ennemi de mon ennemi est mon ami.

L'avenir nous dira si selon la pensée machiavélique de Brzezinski on va dresser l'Iran contre Israël et Israël contre l'Iran, les Sunnites contre les Chiïtes et vice-versa, ou si

l'on va utiliser Israël en tant que puissance régionale pour tenir en respect les Arabes et les Persans.

«War is obsolete!»

Enfin l'espoir ne doit pas être abandonné que dans l'ère nucléaire les conflits se règlent pacifiquement sur la base du droit international, car avant tout il faut retenir une chose: Le plus grand crime est le crime de la guerre d'agression, ainsi fixé dans les principes de Nuremberg après la Seconde Guerre mondiale. Ou bien pour le dire avec les paroles de l'officier américain Doug Rokke qui a obtenu du Pentagone la tâche d'éliminer les conséquences des armes à l'uranium utilisées lors de la première Guerre du Golfe: A une époque où de telles armes sont utilisées, dont les conséquences néfastes ne pourront jamais être éliminées car leur demi-vie est de 4,5 milliards d'années, il faut dire «War is obsolete» [La guerre est caduque]. Même et avant tout une guerre d'agression nucléaire contre un pays, l'Iran, qui jamais au cours de son histoire n'a agressé un autre pays! •

¹ cf. Haaretz.com, 21/09/09; www.haaretz.com

² The 7th IISS Global Strategic «Review The New Geopolitics»: www.iiss.org/conferences/global-strategic-review/global-strategic-reveiw-2009/plenary-sessions-and-speeches-2009/sixth-plenary-session-dr-john-chipman/

³ www.strategische-studien.com

⁴ Kontext du 17/9/09, 9h06 sur Radio suisse DRS. www.drs.ch/www/de/drs/sendungen/top/kontext/5005.sh10097933.html

⁵ Robert Dreyfuss. *Devil's Game. How the United States helped unleash fundamentalist Islam*. New York 2005. ISBN 0-8050-8137-2. www.Robert-Dreyfuss.com

⁶ Oberstleutnant (retired) Ralph Peters. *Blood borders: How a better Middle East would look*. In: *Armed Forces Journal* (AFJ), June 2006. www.armedforcesjournal.com/2006/06/1833899

⁷ Zbigniew Brzezinski; *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geo-Strategic Imperatives*. Basic Books, New York. 1998. En français: *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*. Hachette littératures, 2000.

⁸ www.foreignaffairs.com/articles/65251/zbigniew-brzezinski/an-agenda-for-nato

«Nous surmonterons la crise, l'arriération et la corruption»

Message du président russe Dmitri Medvedev au peuple russe

hd. C'est la première fois qu'un président russe effectue une visite en Suisse. Après des entretiens avec le Conseil fédéral, il est allé se recueillir au pied du monument Souvorov dans le canton d'Uri. A cette occasion, Horizons & débats offre à ses lecteurs une traduction du message qu'il a adressé au peuple russe le 10 septembre et publié sur Internet sous le titre «En avant la Russie!». La lecture de ce texte donne une idée très nuancée des problèmes auxquels se trouve aujourd'hui confrontée la Russie, pays que l'Occident présente souvent de manière très déformée.



Dmitri Medvedev

Dans quelques mois, la Russie entrera dans une nouvelle décennie du XXI^e siècle. Certes, des situations et des dates importantes ont une valeur plus symbolique que pratique, mais elles nous fournissent une raison de réfléchir au passé, d'évaluer le présent et de penser à l'avenir, à ce qui attend chacun de nous, nos enfants, notre pays.

Commençons par répondre à une question simple mais très sérieuse. Une économie primitive fondée sur les matières premières et la corruption endémique, l'habitude invétérée de nous reposer sur le gouvernement, les pays étrangers, telle ou telle doctrine globale, quelqu'un ou quelque chose et non sur nous-mêmes pour résoudre nos problèmes, tout cela va-t-il nous accompagner dans le futur? Si la Russie ne peut pas se délivrer elle-même de ces fardeaux, va-t-elle pouvoir trouver sa propre voie vers l'avenir?

L'année prochaine, nous allons célébrer le 65^e anniversaire de la victoire de la Grande Guerre patriotique. Cet anniversaire nous rappelle que notre époque fut l'avenir des héros qui ont gagné notre liberté et que le peuple qui a vaincu alors un ennemi très puissant et très cruel doit surmonter aujourd'hui la corruption et l'arriération afin de moderniser notre pays et de le rendre viable.

Gérer un héritage immense

En tant que génération actuelle du peuple russe, nous avons reçu un immense héritage, des acquis durement gagnés et bien mérités grâce aux efforts tenaces de nos prédécesseurs. Parfois, ces terribles épreuves ont coûté la vie de nombreuses personnes. Nous avons un immense territoire, une grande quantité de ressources naturelles, un potentiel industriel solide, une liste impressionnante de réalisations remarquables en sciences, en technologie, en éducation et dans les arts, une histoire glorieuse en matière d'armée, de marine et d'armes nucléaires. En usant de son autorité, le pouvoir russe a joué un rôle important, et à certaines périodes déterminant, dans des événements historiques.

Comment gérer cet héritage? Comment l'amplifier? Quel sera l'avenir de la Russie pour mon fils, pour les enfants et petits-enfants de mes concitoyens? Quelle sera la place de la Russie et celle des futures générations parmi les autres nations sur le marché global du travail, dans le système des relations internationales, dans la culture mondiale? Que devons-nous faire pour améliorer constamment la qualité de vie des citoyens russes aujourd'hui et demain, pour permettre à notre société de devenir plus riche, plus libre, plus humaine et plus attirante? De sorte que la société russe puisse donner à ceux qui le désirent une meilleure éducation, un travail intéressant, un revenu satisfaisant, un environnement confortable à

la fois pour la vie personnelle et l'activité créatrice.

J'ai des réponses à ces questions, mais avant de les aborder, je voudrais évoquer la situation actuelle.

Une situation qui est loin d'être parfaite

La crise économique mondiale a montré que nos affaires sont loin d'aller parfaitement bien. Vingt années de changements tumultueux n'ont pas sauvé notre pays de sa dépendance humiliante à l'égard des matières premières. Notre économie reflète le défaut principal du système soviétique: il ignore grandement les besoins individuels. A quelques exceptions près, l'économie intérieure n'invente ni ne crée les biens nécessaires et la technologie dont les gens ont besoin. Nous vendons des choses que nous n'avons pas produites, des matières premières et des biens importés. Les produits finis fabriqués par la Russie souffrent considérablement de leur compétitivité extrêmement faible.

C'est pourquoi, pendant la crise actuelle, la production a tellement baissé, plus que dans d'autres économies. Cela explique également la volatilité excessive des marchés boursiers. Cela montre que nous n'avons pas réalisé tout ce que nous aurions dû au cours des dernières années et que tout n'a pas été fait correctement.

L'efficacité énergétique et la productivité de la plupart de nos entreprises restent tristement faibles. Mais ce n'est pas ce qu'il y a de pire. Le problème est que les propriétaires, les directeurs, les ingénieurs en chef et les fonctionnaires ne s'en inquiètent guère.

Il en résulte que l'influence de la Russie dans les processus économiques globaux est, à parler franchement, moins grande que nous le voudrions. Certes, à l'ère de la mondialisation, l'importance d'aucun pays ne peut être illimitée. Ce serait même préjudiciable. Mais notre pays doit avoir des perspectives importantes, à la hauteur de son rôle historique.

Dans l'ensemble, les institutions démocratiques ont été établies et stabilisées mais leur qualité est loin d'être idéale. La société civile est faible, de même que les niveaux d'autogestion et d'autonomie.

Chaque année, il y a de moins en moins de Russes. L'alcoolisme, le tabagisme, les accidents de la route, l'absence de disponibilité des technologies médicales et les problèmes environnementaux font des millions de morts et le début de hausse du taux de natalité n'a pas compensé le déclin démographique.

Nous avons réussi à stopper les tendances centrifuges

Nous avons réussi à stopper les tendances centrifuges mais de nombreux problèmes subsistent et notamment les plus graves. Les attaques terroristes contre la Russie continuent. Les habitants des républiques du Caucase septentrional ne connaissent pas la paix. Les militaires et les policiers meurent, tout comme les fonctionnaires gouvernementaux et municipaux ainsi que les civils. Certes, les crimes sont commis avec le soutien de groupes criminels internationaux, mais voyons les choses en face: la situation ne serait pas aussi critique si le développement économique de la Russie méridionale était plus solide.

En résumé, une économie inefficace, une sphère sociale encore à moitié soviétique, une démocratie fragile, des tendances démographiques négatives et un

Caucase instable représentent de gros problèmes, même pour un pays comme la Russie.

Cependant n'exagérons rien. Beaucoup de choses ont été réalisées, la Russie est au travail. Ce n'est pas un pays à moitié paralysé comme il y a dix ans. Tous les systèmes sociaux fonctionnent, mais ce n'est pas suffisant. Après tout, ils ne font que prolonger le modèle actuel, ils ne le développent pas. Ils ne peuvent pas changer les modes de vie actuels, si bien que les mauvaises habitudes subsistent.

Il est impossible d'arriver au leadership en comptant sur les marchés du pétrole et du gaz. Nous devons être conscients de la complexité des problèmes. Nous devons en discuter franchement afin d'agir. Finalement, le marché des matières premières ne doit pas déterminer le sort de la Russie, ce sont nos idées à notre sujet, notre histoire et notre avenir qui doivent le faire. Notre intelligence, une autoévaluation honnête, la force, la dignité et l'esprit d'entreprise doivent être les facteurs décisifs.

Cinq priorités

En présentant cinq priorités pour le développement technologique, des mesures spécifiques pour la modernisation du système politique et des mesures pour renforcer le système judiciaire et lutter contre la corruption, j'exprime mes vœux sur l'avenir de la Russie. Et par égard pour notre avenir, il est nécessaire de libérer notre pays des maux sociaux persistants qui inhibent son énergie créatrice et limitent nos progrès. Ces maux sont notamment les suivants:

1. Des siècles de retard économique et l'habitude de compter sur l'exportation des matières premières en les échangeant contre des produits manufacturés. *Pierre le Grand*, les derniers tsars et les bolcheviks ont tous créé – et non sans succès – des éléments d'un système novateur mais le prix de leurs succès a été trop élevé. En général, on a fait des efforts considérables mais en utilisant tous les leviers de la machine totalitaire.
2. Des siècles de corruption ont affaibli la Russie. Cette corruption est due à la présence excessive du gouvernement dans de nombreux domaines importants de l'activité politique et sociale. Mais elle ne se limite pas au gouvernement: l'activité économique et commerciale n'est pas sans défauts. De nombreux chefs d'entreprise ne se préoccupent pas de trouver des inventeurs talentueux, d'introduire de nouvelles technologies, de créer et de commercialiser de nouveaux produits: ils préfèrent soudoyer des fonctionnaires afin qu'ils

contrôlent la circulation de la redistribution des biens.

3. Les attitudes paternalistes sont très répandues dans notre société, notamment la conviction que tous les problèmes doivent être résolus par le gouvernement ou par quelqu'un d'autre et jamais par soi-même. Le désir de faire une carrière en partant de zéro, d'obtenir des succès personnels petit à petit n'est pas dans nos habitudes nationales. Cela se manifeste dans le manque d'initiative et de nouvelles idées, dans les questions restées en suspens, dans la mauvaise qualité du débat public impliquant la critique. L'acceptation et le soutien publics s'expriment généralement par le silence. Les objections sont très souvent émotionnelles, cinglantes mais superficielles et irresponsables. Certes, la Russie est confrontée depuis des siècles à ce phénomène.

On nous dit que nous ne pouvons pas guérir complètement les maux sociaux chroniques, que ces traditions sont inébranlables et que l'histoire se répète. Mais à une certaine époque, le servage et l'illettrisme endémique paraissaient insurmontables et pourtant nous les avons surmontés.

Certes, les traditions exercent une influence considérable mais elles s'intègrent dans chaque nouvelle époque et subissent des changements. Certaines disparaissent et toutes ne sont pas utiles. A mon avis, seules les valeurs indiscutables qui doivent être préservées peuvent être considérées comme des traditions. Il s'agit de la paix entre les ethnies et les religions, la bravoure militaire, le sens du devoir, le sens de l'hospitalité et la gentillesse inhérente à notre peuple. La corruption, le vol, la paresse mentale et l'alcoolisme sont des vices qui constituent un outrage à nos traditions et dont nous devrions nous débarrasser en les condamnant dans les termes les plus énergiques.

La Russie d'aujourd'hui ne va pas reproduire son passé

Il est évident que la Russie d'aujourd'hui ne va pas reproduire son passé. Nous vivons vraiment une nouvelle époque, non seulement parce que le temps avance, mais parce qu'il ouvre à notre pays et à chacun d'entre nous d'extraordinaires possibilités dont il n'y avait aucune trace il y a vingt, trente ans, et encore moins il y a cent ou trois cents ans.

L'héritage impressionnant des deux plus grandes modernisations de l'histoire de notre pays – celle, impériale, de Pierre le Grand et celle de l'Union soviétique – ont provoqué des ruines et des humiliations et ont fait des millions de morts parmi nos concitoyens. Il

Suite page 5



En souvenir des actes héroïques de Souvorov et afin de souligner les bonnes relations pacifiques entre la Suisse et la Russie, sont organisées chaque année des fêtes commémoratives dans les gorges de Schöllenen, auxquelles participent les cadets de l'école de musique Souvorov de Moscou; ce qui fut le cas lors de la récente visite du président Medvedev. (photo thk)

«Nous surmonterons la crise ...»

suite de la page 4

ne nous appartient pas de juger nos prédécesseurs mais nous devons reconnaître que la préservation de la vie humaine n'a pas été, et c'est une litote, une priorité du gouvernement pendant ces années-là. C'est malheureusement un fait. Aujourd'hui, nous avons pour la première fois une chance de prouver à nous-mêmes et au monde que la Russie peut développer une voie démocratique, que la transition vers une étape de civilisation plus élevée est possible. Et nous y parviendrons par des méthodes non violentes. Non par la coercition mais par la persuasion, non par la répression mais par le développement du potentiel créatif de chaque individu, non par l'intimidation mais par l'intérêt, non par la confrontation mais en harmonisant les intérêts de l'individu, de la société et du gouvernement.

Edifier une Russie nouvelle, libre et forte

Nous vivons vraiment une époque exceptionnelle où nous avons une chance d'édifier une Russie nouvelle, libre, prospère et forte. En tant que Président, je suis tenu de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour m'assurer que nous tirons le meilleur profit de cette opportunité.

Au cours des prochaines décennies, la Russie devrait devenir un pays dont la prospérité est assurée moins par les matières premières que par les ressources intellectuelles, par l'«économie intelligente» qui crée des connaissances originales et exporte de nouvelles technologies et des produits innovants.

J'ai récemment identifié cinq vecteurs de modernisation pour notre pays. Premièrement, nous allons devenir un pays leader en matière d'efficacité de la production, des transports et de l'utilisation de l'énergie. Nous allons développer de nouveaux carburants pour l'usage domestique et les marchés internationaux. Deuxièmement, nous devons maintenir et amener notre technologie nucléaire à un niveau qualitatif supérieur. Troisièmement, les spécialistes russes amélioreront la technologie de l'information et influenceront fortement le développement des réseaux globaux de données publiques en utilisant des superordinateurs et d'autres équipements nécessaires. Quatrièmement, nous allons développer notre infrastructure terrestre et spatiale afin de transmettre tous les types d'informations. Nos satellites seront en mesure d'observer le monde entier, d'aider nos citoyens et les peuples de tous les pays à communiquer, à voyager, à s'engager dans la recherche et dans la production agricole et industrielle. Cinquièmement, la Russie occupera une position de leader dans la production de certains types d'équipements médicaux, d'instruments de diagnostic sophistiqués, de médicaments pour le traitement des maladies virales, cardio-vasculaires et neurologiques ainsi que du cancer.

Cinq stratégies de réussite dans le domaine de la high-tech

Tout en appliquant ces cinq stratégies de réussite dans le domaine de la high-tech, nous serons constamment attentifs au développement de nos industries traditionnelles les plus importantes, et avant tout au complexe agro-industriel. Un Russe sur trois vit dans une zone rurale. La disponibilité des services sociaux modernes pour les habitants des campagnes, l'élévation de leur revenu, l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur vie quotidienne restera toujours notre priorité.

Naturellement, la Russie aura d'importantes forces armées, suffisamment importantes pour que personne n'en vienne à nous menacer, nous ou nos alliés.

Ces objectifs sont réalistes. Malgré leur difficulté, nous pouvons les atteindre. Nous avons déjà développé des projets détaillés, étape par étape, pour avancer dans ces domaines. D'abord et avant tout, nous allons soutenir les jeunes scientifiques et inventeurs. L'enseignement secondaire et supérieur préparera un nombre suffisant de spécialistes pour les industries porteuses. Les institutions universitaires concentreront leurs efforts sur l'application de projets novateurs. Le législateur prendra toutes les décisions visant à soutenir largement l'esprit d'innovation dans tous les domaines de la vie publique,

Le généralissime Souvorov – un Guillaume Tell russe

Le monument Souvorov dans les gorges de Schöllenen. (photo thk)

ts. Il y a 210 ans que la Suisse fut un terrain de guerre de puissances étrangères, contrainte de laisser passer sur son territoire les troupes de diverses nations lors de la seconde Guerre de coalition (1799-1801) où la Grande-Bretagne, l'Autriche et la Russie affrontaient la France. La population en souffrit considérablement, car les soldats étrangers devaient être nourris, approvisionnés en bois de chauffage, soutenus dans les transports, et il fallait faire passer des canons par-dessus les Alpes. Ce fut une expérience douloureuse de guerre dans notre propre pays occupé, renforçant la volonté des Suisses de rester neutres en cas de guerres, cette volonté devant être entérinée par les puissances voisines. Ce qui fut le cas lors du Congrès de Vienne en 1815.

En plus des leçons tirées de ces années de guerre par les Suisses, il est resté en mémoire ces hautes performances militaires et de nombreuses plaques commémoratives dans nos montagnes: Il est question ici du passage des Alpes par le général russe Souvorov qui est aujourd'hui encore respecté en Russie pour son combat en faveur de l'indépendance et de la liberté de sa patrie comme chez nous Guillaume Tell. Ce passage des Alpes ne fut toutefois qu'une faible part de ses activités militaires. A rappeler que le général Souvorov fut nommé plus tard par le tsar Paul 1^{er} «généralissime», le plus haut grade militaire russe.

En été 1799, le général Souvorov repoussa avec son armée russe les troupes françaises de Lombardie et s'orienta en automne vers Zurich afin de rejoindre l'armée du général Alexandre Korsakov pour lutter contre l'armée française sous le commandement du général Masséna. Cela exigea de passer le Gothard avec le gros des troupes, alors qu'un détachement enjambait le col du Lukmanier et de l'Oberalp. Ce qui n'alla pas sans des combats incessants contre les troupes françaises, y compris dans les gorges de Schöllenen. Mais lorsque Souvorov apprit que le général Korsakov avait été battu à Zurich et que l'Autriche s'était retirée de la

coalition, il se vit contraint d'éviter les troupes françaises supérieures en force et se rendit dans la vallée de Muota passant par le col du Kinzig, puis par celui de Prigel vers Glaris. De là il traversa le col enneigé de Panix vers la vallée supérieure du Rhin, d'où le conduisit le chemin de St. Luzisteig vers Munich pour finalement se retrouver dans sa patrie. En l'espace de 28 jours, Souvorov avait accompli avec ses troupes un trajet dans les Alpes suisses de 280 kilomètres avec une dénivellation de 6800 mètres en montées et de 6600 mètres en descente. Les 22000 soldats russes durent gravir 6 cols dans des conditions dramatiques, ce qui provoqua de nombreuses victimes.

En souvenir des actes héroïques de Souvorov et afin de souligner les bonnes relations pacifiques entre la Suisse et la Russie, sont organisées chaque année des fêtes commémoratives dans les gorges de Schöllenen, auxquelles participent les cadets de l'école de musique Souvorov de Moscou; ce qui fut le cas lors de la récente visite du président Medvedev. Mais il y a encore le pont «Souvorov» près de Muotathal, de même que les croix orthodoxes au haut des cols du Kinzig, de Prigel et de Panix qui rappellent aux promeneurs les soldats qui voulurent alors chasser Napoléon de Suisse. A ne pas oublier les soldats monumentaux du barrage du lac de retenue de Panix qui rappellent que la Confédération n'avait pas seulement dû subir le passage de troupes d'occupation étrangères avec leurs soldats souffrant du froid, de la faim et exténués, mais aussi les luttes internes douloureuses quant à la meilleure forme de gouvernement pour le pays.

Après la victoire contre Napoléon, la Russie devint une des puissances de protection de la neutralité de la Suisse, assurant avec d'autres puissances européennes la sécurité de notre pays, dont il avait tant besoin afin de pouvoir, sans pression extérieure comme du temps de Napoléon, se développer vers une démocratie directe et moderne.

créant un marché d'idées, d'inventions, de découvertes et de nouvelles technologies. Des sociétés publiques et privées bénéficieront de notre soutien total dans leurs efforts pour créer des produits innovants. Nous allons offrir à des sociétés et à des organismes de recherches les conditions les plus favorables en vue de la création de centres de recherche et développement en Russie. Nous allons engager les meilleurs scientifiques et ingénieurs du monde. Et surtout, nous allons expliquer à nos jeunes que l'atout compétitif le plus important, ce sont les connaissances que les autres n'ont pas, la supériorité intellectuelle, l'aptitude à créer des biens dont les gens ont besoin. Comme l'écrivait Pouchkine, «il existe un courage supérieur,

Une culture fondée sur des valeurs humanistes

le courage de l'invention, de la création où un projet d'envergure est maîtrisé grâce à la créativité». Les inventeurs, les novateurs, les chercheurs, les enseignants, les entrepreneurs qui introduisent de nouvelles technologies seront les personnes les plus respectées de la société et de son côté, la société leur apportera tout ce dont ils ont besoin pour être productifs.

Evidemment, on ne peut pas créer une économie novatrice dans l'immédiat. Elle fait partie d'une culture fondée sur des valeurs humanistes, sur nos efforts pour transformer le monde et assurer une meilleure qualité de vie, libé-

rer les individus de la pauvreté, de la maladie, de la peur et de l'injustice. Les personnes de talent qui veulent faire des réformes, qui sont capables de créer des choses nouvelles et meilleures ne viendront pas d'une autre planète. Elles sont déjà parmi nous et la preuve en est apportée par les résultats des concours intellectuels internationaux, le fait que des inventions faites en Russie soient brevetées à l'étranger et que nos meilleurs spécialistes soient recrutés par les plus grandes sociétés et universités du monde. Nous – gouvernement, société, familles – devons apprendre à trouver, à encourager, à former et à prendre soin de ces gens.

Le progrès scientifique et technologique est indissolublement lié au progrès des systèmes politiques

Je pense également que le développement technologique est une tâche publique et politique prioritaire parce que le progrès scientifique et technologique est indissolublement lié au progrès des systèmes politiques. Selon les spécialistes, la démocratie est née dans la Grèce antique, mais à cette époque, elle n'était pas complète. La liberté était le privilège d'une minorité, d'une élite. La véritable démocratie qui a établi le suffrage universel et les garanties légales de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, la «démocratie pour tous», a émergé relativement récemment, il y a environ 80 à 100 ans. La démocratie n'est pas apparue avant le début de la production de masse des biens et des services les plus nécessaires, lorsque le niveau du développement technologique de la civilisation occidentale a rendu possible l'accès universel aux services publics de base: éducation, soins médicaux et information. Toute invention qui améliore notre qualité de vie nous apporte un peu plus de liberté. Elle rend nos conditions de vie plus confortables et les relations sociales plus équitables. Plus notre économie sera intelligente et efficace, plus grand sera le bien-être de nos citoyens et plus notre système politique et la société dans son ensemble seront libres, justes et humains.

Le progrès des technologies modernes de l'information, que nous allons encourager de toutes nos forces, nous offre des occasions inédites de réaliser les libertés politiques fondamentales comme la liberté de parole et de réunion. Il nous permet également d'éliminer les foyers de corruption. Il nous donne accès aux lieux où se déroulent presque tous les événements. Il facilite l'échange direct d'opinions et de connaissances entre les gens dans le monde entier. La société devient plus ouverte et transparente que jamais bien que la classe dirigeante n'aime pas forcément cela.

Le système politique russe sera ouvert, souple et intérieurement complexe

Le système politique russe sera aussi extrêmement ouvert, souple et intérieurement complexe. Il sera adapté à une structure sociale dynamique, active, transparente et multidimensionnelle. Il correspondra à une culture politique de citoyens libres, sans craintes, sûrs d'eux et utilisant leur esprit critique. Comme dans la plupart des pays démocratiques, les leaders du débat politique seront les partis parlementaires qui se succéderont périodiquement au pouvoir. Les partis et les coalitions qu'ils forment choisiront les exécutifs fédéraux et régionaux (et non l'inverse). Ils seront chargés de nommer les candidats aux postes de président, de gouverneurs de région et à ceux des autorités locales. Ils auront une longue expérience de la compétition politique civilisée, c'est-à-dire des relations responsables et sérieuses avec les votants, de la coopération entre les partis et de la recherche de compromis pour résoudre les graves problèmes sociaux. Ils rassembleront en une seule entité politique tous les éléments de la société et les citoyens de toutes les nationalités, les groupes de personnes et les territoires les plus divers de Russie dotés d'amplis pouvoirs.

Le système politique sera renouvelé et amélioré grâce à la compétition d'associations politiques ouvertes. Il y aura un consensus entre les partis sur les questions de politique étrangère stratégique, la stabilité sociale, la sécurité intérieure, les fondements de l'ordre constitutionnel, la sauvegarde de la souver-

«Nous surmonterons la crise ...»

suite de la page 5

aineté du pays, les droits et les libertés civiques, la protection des droits de propriété, le rejet de l'extrémisme, le soutien de la société civile, toutes les formes d'autogestion et d'autonomie. Un consensus similaire existe dans toutes les démocraties modernes.

Cette année, nous avons fait les premiers pas vers la création d'un tel système politique. Nous avons donné aux partis politiques davantage d'occasions de choisir ceux qui occupent des positions de dirigeants dans les régions et dans les municipalités. Nous avons assoupli les conditions requises pour créer de nouveaux partis. Nous avons simplifié les conditions en vigueur pour la nomination des candidats aux élections à la Douma. Nous avons voté des lois garantissant un accès aux médias égal pour tous les partis parlementaires. Et un certain nombre d'autres mesures ont été adoptées.

Nous n'allons pas précipiter les choses

Tout le monde n'est pas satisfait du rythme des changements. Certains voudraient accélérer les changements du système politique et revenir aux années 1990 «démocratiques». Mais il serait impardonnable de revenir à un pays paralysé. Je souhaite décevoir les partisans de la révolution permanente. Nous n'allons pas précipiter les choses. Des réformes hâtives et irréflechies ont eu des conséquences tragiques plus d'une fois dans notre histoire. Elles ont conduit la Russie au bord de l'effondrement. Nous ne pouvons pas mettre en danger notre stabilité sociale et la sécurité de nos citoyens au nom de théories abstraites. Nous ne sommes pas habilités à sacrifier une vie stable, même pour les objectifs les plus élevés. Confucius faisait observer qu'«une petite impatience ruine un grand projet». Nous en avons tous fait l'expérience par le passé. Les réformes sont pour le peuple et non le peuple pour les réformes. En même temps, cela va déplaire à ceux qui sont tout à fait satisfaits du statu quo, ceux qui craignent les changements. Ils auront lieu mais ils seront graduels, réguliers, cohérents et considérés dans tous leurs détails.

La démocratie russe ne va pas simplement copier des modèles étrangers

La démocratie russe ne va pas simplement copier des modèles étrangers. La culture politique ne sera pas transformée par une simple imitation des traditions politiques des sociétés avancées. On ne peut pas importer un système judiciaire efficace. Il est impossible de copier la liberté dans un livre, même dans un livre très intelligent. Certes, nous apprendrons quelque chose des autres pays, de leurs expériences, de leurs réussites et de leurs échecs dans le développement d'institutions démocratiques, mais personne ne vivra à notre place. Personne ne nous rendra libres, responsables, performants. Seuls nos efforts en vue de la démocratie nous donneront le droit de dire: nous sommes libres, responsables et performants.

La démocratie doit être protégée

La démocratie doit être protégée, les droits et les libertés civiques également. Il faut les protéger avant tout de la corruption qui engendre la tyrannie, le manque de liberté et l'injustice. Nous commençons seulement à développer ces mécanismes protecteurs. Notre système judiciaire doit être ici une composante essentielle. Nous devons créer un système judiciaire moderne et efficace en conformité avec la nouvelle législation et basé sur les principes légaux contemporains. Nous devons également nous débarrasser du mépris de la loi et de la justice qui, je l'ai souvent dit, est devenu une tradition lamentable dans notre pays. Mais ce nouveau système ne peut pas être réalisé par la compétition et les campagnes ni par de vains propos sur le degré de corruption du système ou sur la question de savoir s'il ne serait pas plus facile de créer de nouveaux systèmes judiciaires et policiers plutôt que de changer les systèmes actuels. Il n'y aura pas de juges entièrement nouveaux, pas plus que de nouveaux procureurs, policiers, membres des services de renseignements, fonctionnaires, hommes d'affaires, etc. Nous devons créer des conditions de travail normales pour les services char-



Le postillon de la légendaire diligence postale du Gothard prend les lacets de l'ancienne voie du Gothard. (photo mad)

gés de faire respecter la loi et nous débarrasser une fois pour toutes des imposteurs. Nous devons apprendre à ceux qui sont chargés de faire respecter la loi de défendre les droits et les libertés à résoudre les conflits de manière équitable, claire et efficace dans le cadre de la loi. Nous devons mettre fin aux tentatives d'influencer les décisions de justice pour quelques raisons que ce soit. Finalement, le système judiciaire lui-même doit comprendre la différence qui existe entre agir dans l'intérêt général et agir dans l'intérêt égoïste d'un fonctionnaire ou d'un homme d'affaires. Nous devons cultiver le respect de la loi, le respect des droits d'autrui, notamment celui de la propriété foncière. Il appartient aux tribunaux de débarrasser le pays de la corruption avec un large soutien de la population. Il s'agit là d'une tâche difficile mais faisable. D'autres pays y sont parvenus.

Programmes économiques et humanitaires pour le sud du pays

Nous allons faire tout notre possible pour permettre aux populations du Caucase russe de vivre normalement. Les programmes économiques et humanitaires pour le sud du pays vont prochainement être révisés et développés. Nous établirons des critères précis permettant d'évaluer les résultats des chefs de structures gouvernementales chargées du Caucase. Cela concerne avant tout les ministères fédéraux et régionaux et les départements responsables de la production industrielle, des finances, du développement social, de l'éducation et de la culture. En même temps, les autorités policières et judiciaires continueront de poursuivre les bandits qui cherchent à intimider et à terroriser la population de certaines républiques caucasiennes avec leurs idées folles et leurs coutumes barbares.

Les tendances démographiques négatives doivent être ralenties et stoppées. Nous devons améliorer la qualité des soins médicaux, encourager la fécondité, assurer la sécurité sur les routes et sur les lieux de travail, combattre l'épidémie d'alcoolisme et développer la culture physique et le sport de masse. Cela nécessite une approche stratégique et il faut que cela devienne des tâches quotidiennes du gouvernement.

Quels que soient l'ampleur et les effets de ces transformations, leur objectif est finalement le même: améliorer la qualité de vie des Russes en leur procurant des logements, des emplois, des soins médicaux, en s'occupant des retraités et des handicapés, en protégeant les enfants. Tels sont les devoirs des autorités à tous les niveaux.

Les politiciens russes nous rappellent souvent que, selon la Constitution, la Russie est un Etat providence. C'est vrai, mais nous ne devons pas oublier que l'Etat providence moderne n'est pas une espèce de système de protection sociale soviétique hypertrophié dont les prestations tombent du ciel. L'Etat providence est un système complexe et équilibré d'incitations économiques et de prestations sociales, de critères éthiques et comportementaux, un système dont l'efficacité dépend d'une manière décisive de la qualité du travail et du niveau de formation de chacun d'entre nous.

Le gouvernement ne devrait distribuer à la société ce qu'elle a produit. Il est immoral, imprudent et dangereux de vivre au-dessus de ses moyens. Nous devons augmenter la productivité de notre économie pour améliorer nos finances et non pas nous contenter d'attendre une hausse du prix du pétrole.

Nous améliorerons l'efficacité des services sociaux dans tous les domaines en prêtant une attention toute particulière au soutien matériel et médical apporté aux anciens combattants et aux retraités.

Utiliser les ressources intellectuelles des sociétés post-industrielles

A mon avis, la modernisation de la démocratie russe et la création d'une nouvelle économie ne seront possibles que si nous utilisons les ressources intellectuelles des sociétés post-industrielles et nous devrions le faire sans complexes, de manière ouverte et pragmatique. L'harmonisation de nos relations avec les démocraties occidentales n'est pas une question de préférences personnelles ou de prérogatives de groupes politiques. Notre potentiel financier et technologique actuel ne suffit pas pour améliorer la qualité de vie. Nous avons besoin de l'argent et de la technologie des pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie. De leur côté, ces pays ont besoin des opportunités offertes par la Russie. Nous tenons beaucoup au rapprochement et à l'interpénétration des cultures et des économies.

Naturellement, aucune relation n'est exempte de contradictions. Il y aura toujours des sujets à controverse, des désaccords, mais les ressentiments, l'arrogance, les complexes, la méfiance, et en particulier l'hostilité devraient être exclus des relations entre la Russie et les principaux pays démocratiques.

Nous avons beaucoup d'objectifs communs, notamment des priorités absolues qui concernent tous les habitants de la planète, comme la non-prolifération des armes nucléaires et la réduction des risques liés aux effets négatifs du changement climatique.

Nous avons besoin de partenaires

Nous avons besoin de partenaires intéressés que nous impliquerons dans des activités communes. Si nous devons changer quelque chose nous-mêmes pour abandonner d'anciens préjugés et d'anciennes illusions, nous le ferons. Bien entendu, je ne fais pas allusion à une politique de concessions unilatérales. Le manque de volonté et l'incompétence ne nous vaudra aucun respect, aucune gratitude, ne nous apportera aucun bénéfice. Cela s'est déjà produit dans notre histoire récente. Les notions naïves d'un Occident infatigable et heureux et d'une Russie éternellement sous-développée sont inacceptables, insultantes et dangereuses. Mais non moins dangereuse est la voie de la confrontation, de l'isolement, des insultes mutuelles et des récriminations.

Notre politique étrangère et nos objectifs stratégiques à long terme ne devraient pas être inspirés par la nostalgie. La Russie est une des principales économies du monde, une puissance nucléaire et un membre per-

manent du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle devrait expliquer ouvertement sa position et la défendre en tous lieux sans équivoque et sans céder aux pressions. Et si nos intérêts sont menacés, nous devons les défendre avec force. J'ai parlé de ces principes de notre politique étrangère en août de l'année dernière.

En plus de ce travail sur le front occidental, nous devons augmenter notre coopération avec les pays de la Communauté économique eurasiennne (CEEA), l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et le Commonwealth des Etats indépendants (CIS). Ce sont nos partenaires stratégiques les plus proches. Nous partageons les objectifs de modernisation de nos économies, de sécurité régionale et d'un ordre mondial plus juste. Nous devons également développer la coopération avec nos partenaires de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et le BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine).

Comme tout grand peuple, le peuple russe est brillant et héroïque; il suscite le respect et l'admiration du monde et cependant, notre histoire a été sujette à controverse, complexe, ambiguë. Cela signifie des choses différentes pour différents peuples dans différents pays et il reste beaucoup à faire pour protéger notre héritage historique des distorsions et des spéculations politiques. Nous devons envisager lucidement notre passé, avec ses grandes victoires, ses erreurs tragiques, nos modèles et les manifestations des meilleurs traits de notre caractère national.

Nous devons respecter notre histoire

De toute façon, nous serons attentifs à notre histoire et nous la respecterons. Avant tout, nous devons respecter le rôle que notre pays a joué pendant des siècles dans le maintien d'un ordre mondial équilibré. A tous les stades de son développement, la Russie a cherché à réaliser un ordre mondial plus juste. Elle a souvent cherché à protéger des petits Etats confrontés à une menace d'asservissement, voire d'anéantissement. Ce fut encore le cas récemment lorsque le régime de Saakachvili a lancé son attaque criminelle contre l'Ossétie du Sud. La Russie a souvent mis fin aux projets de ceux qui étaient résolus à dominer le monde. Elle a été deux fois à la tête d'une grande coalition: au XIXe siècle, pour stopper Napoléon et au XXe pour vaincre les nazis. En temps de guerre comme en temps de paix, lorsqu'une juste cause nécessitait une action décisive, notre peuple a apporté son aide. La Russie a toujours été une alliée loyale dans les guerres et un partenaire honnête dans les affaires économiques et diplomatiques.

A l'avenir, la Russie sera un membre actif et respecté de la communauté des nations libres. Elle sera suffisamment forte pour exercer une influence importante sur les décisions aux répercussions globales. Elle sera en mesure de prévenir n'importe quelle action unilatérale visant à nuire à ses intérêts nationaux, à ses affaires intérieures, à faire baisser le niveau de vie des Russes ou à porter atteinte à leur sécurité.

Suite page 7

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- €
ISSN 1662 - 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Faire une fois le parcours du nord au sud sans stress ni bouchons»

thk. Celui qui désire voyager une fois sans stress ni bouchons du nord au sud et en même temps vivre quelque chose d'incomparable, ne doit pas manquer de parcourir le col du Gothard avec la légendaire diligence postale. Ici, l'on peut se laisser conduire en diligence à cinq chevaux de manière confortable selon les coutumes de nos aïeux d'Andermatt à Airolo et jouir en toute liberté et insouciance de l'environnement magnifique – une expérience sans pareille.

Jusqu'à l'ouverture du tunnel ferroviaire du Gothard, le trajet en diligence était la seule possibilité de se rendre du Canton d'Uri au Tessin et vice versa. Ce que le train parcourt aujourd'hui en 15 minutes, signifiait autrefois pour les chevaux plusieurs heures de travail et pour les passagers des heures de voyage. L'expérience du voyage était déjà en ce temps-là incomparablement plus intense que le roulement fracassant à travers le long tunnel; toutefois, à une époque caractérisée par la croyance dans le progrès, la diligence postale n'avait au premier abord pas de chance de survie.

Le service en diligence a été arrêté juste après l'ouverture du tunnel ferroviaire. Cependant avec l'apparition du tourisme vers la fin du XIX^e siècle, la voiture postale a connu une renaissance en 1909, car la région du Gothard a joui d'une popularité croissante restant jusqu'à nos jours un but d'excursion recherché. Mais avec la découverte du moteur à explosion, c'est l'histoire à succès du car postal qui commença et, en 1922, la diligence du Gothard retourna dans sa remise et y vivota pendant longtemps.

Cependant, en 1988, tout changea. Grâce à une initiative privée, la diligence postale existe de nouveau et invite à des parcours sur le Gothard pendant le semestre d'été. Tirée par cinq forts chevaux, dotés d'une formation de première classe, le passager du coupé landau, composé d'un compartiment, d'une cabine centrale et d'un siège haut perché, est reporté à un moment du passé que seuls les grands seigneurs, les diplomates, les hommes politiques, les scientifiques, les hommes d'affaires et les marchands, parfois aussi leur épouse et leur famille ont pu vivre.



La destination d'Airolo n'est plus très loin. Les voyageurs n'ont plus qu'à se détendre et jouir des alentours magnifiques. (photo www.gothardpost.ch)

Le voyage commence en gare d'Andermatt et les chevaux attendent patiemment jusqu'à ce que le dernier passager ait pris place dans la voiture postale du Gothard, reproduction fidèle de l'original. Lorsque la diligence se met en route sur un souffle puissant dans la corne du postillon et que les chevaux commencent à mobiliser leur force impressionnante, on est ramené inéluctablement à une autre époque et l'on s'étonne de voir qu'on peut voyager de manière aussi détendue. La diligence est conduite par le postillon tenant fermement les brides en main, et par une contrôlease. Tous deux en costume d'époque sont assis sur le siège du cocher. Après un arrêt intermédiaire dans le centre d'Andermatt, le voyage continue à travers la vallée d'Urseren, en passant par Hospental, toujours en direction du col Saint Gothard. Partout où c'est possible, la diligence quitte la nouvelle route du col pour emprunter l'ancienne voie du Gothard. C'est également

le cas au Brüggloch où l'on a déjà franchi au trot la frontière du canton de Tessin. Arrivés au col, les voyageurs prendront tranquillement un déjeuner dans la vieille «Sust» – à l'ancien Monte Prosa – dans l'ancien hospice du Gothard pendant que les chevaux jouiront d'un répit mérité et se revigoreront avec de l'avoine. Ensuite, il y a la possibilité de visiter le musée national du Saint Gothard et d'admirer les curiosités du passé.

Après cette pause, on descend vers Airolo par les gorges tristement célèbres de la Tremola. Un trajet jalonné de lacets, avec des pentes très abruptes, qui met à l'épreuve non seulement le cocher mais également les chevaux et le matériel. On passe également ce lacet si célèbre que Rudolf Koller a immortalisé dans son tableau imposant «La poste du Gothard» et l'on peut imaginer vivement les grandes épreuves endurées autrefois il y a 150 ans par la poste du Gothard et ses exploitants.

Ce que la diligence n'avait pas autrefois, contrairement à aujourd'hui, c'étaient les freins à disque qui octroient en toute situation un maximum de sécurité. Le voyage continue en toute tranquillité et sécurité jusqu'à ce que les voyageurs arrivent à bon port et soient bien encadrés à Airolo où l'excursion prend fin avec un goûter. Le voyage est certes terminé, mais les impressions telles que le massif du Gothard, la route jalonnée de lacets, le claquement des sabots et l'ambiance merveilleuse de la montagne resteront encore longtemps gravés dans la mémoire.

Celui qui n'a pas saisi l'occasion cette année de franchir le Gothard au son du roulement d'une diligence et au claquement des sabots, devrait inscrire cela en majuscule dans son agenda pour l'année prochaine, car chaque année pendant les mois d'été jusqu'à la mi-septembre, ces parcours sont effectués. Les inscriptions sont prises au numéro suivant: +41 41 888 00 05.

Informations supplémentaires: www.gothardpost.ch

«On ne peut pas vivre la nature d'une meilleure manière»

Interview de Hanni Russi, contrôlease à Andermatt dans la diligence postale légendaire du Saint Gothard

«Nous surmonterons la crise ...»

suite de la page 6

C'est pour ces raisons qu'avec d'autres pays nous essayons de réformer les institutions politiques et économiques supranationales. L'objectif de cette modernisation est le développement des relations internationales dans l'intérêt du plus grand nombre de peuples et d'Etats possible. Nous souhaitons établir des règles de coopération et de résolution des conflits qui accordent la priorité aux idées modernes d'égalité et d'équité.

Voilà ce que je pense du rôle historique de notre pays et de son avenir. Ce sont mes réponses à quelques-unes des questions qui nous concernent tous.

J'invite tous ceux qui partagent mes opinions à s'engager. J'invite également ceux qui ne sont pas d'accord avec mes idées mais désirent sincèrement des changements positifs à s'investir eux aussi. Certaines personnes vont tenter de contrecarrer nos efforts. Des groupes influents de fonctionnaires corrompus et d'entrepreneurs paresseux sont bien installés. Ils ont tout et sont satisfaits. Ils vont tirer tous les bénéfices possibles de ce qui reste de l'industrie soviétique et dilapider les ressources naturelles qui appartiennent à nous tous. Ils ne créent rien et craignent le développement. Mais l'avenir ne leur appartient pas, il nous appartient à nous et nous constituons une majorité absolue. Nous agissons patiemment, avec pragmatisme, de manière cohérente et équilibrée, aujourd'hui et demain. Nous surmonterons la crise, l'arriération et la corruption. Nous créerons une nouvelle Russie. En avant la Russie!



Hanni Russi (photo dg)

Madame Russi est contrôlease dans la diligence postale légendaire du Gothard. «Horizons et débats» a eu l'occasion de lui poser quelques questions sur son activité exceptionnelle. C'est par hasard qu'elle a découvert sa passion et elle est fière de travailler pour le compte de la diligence postale du Gothard. Elle a maintenant passé son brevet et pourrait ainsi conduire la diligence en tant que postillon. Elle attache une grande importance à ce que les costumes correspondent exactement aux modèles historiques.

Horizons et débats: Madame Russi, qu'est-ce qui vous a amenée au métier de contrôlease dans la légendaire diligence postale du Gothard?

Hanni Russi: En 1999, nous avons monté la pièce de théâtre «La Poste du Gothard» au théâtre en plein air ici à Andermatt. Il s'agit d'une pièce qui se réfère à l'époque où le tunnel du Saint Gothard s'est ouvert et où l'on n'avait plus besoin de la diligence postale. Il y avait de nombreux chômeurs et un grand nombre d'entre eux, avant tout les jeunes, ont quitté le pays. C'est ce dont il s'agit dans la pièce en plein air. La moitié du village y a participé, toute ma famille était de la partie. On a également utilisé la diligence à cinq chevaux du Gothard. Elle a roulé sur la grande scène en plein air, le postillon était le

détenteur actuel de la diligence historique. Il a participé à la pièce de théâtre et nous étions les figurants, nous avons représenté la vie du village et exprimé le plaisir que l'arrivée de la diligence nous procurait. C'était pour les gens de l'époque un grand événement. On observait exactement la manière dont les gens riches descendaient et dont ils étaient habillés ainsi que la mode qu'ils portaient. On voulait voir cela. Les indigènes étaient curieux de savoir qui sortait de la diligence. Nous devions jouer cette scène à l'époque. Le postillon avait dit alors que le mieux serait pour nous de prendre une fois la diligence afin que nous puissions vraiment éprouver ce que nous devions jouer. C'est ainsi que j'ai pu aller en diligence pour la première fois. Cela m'a complètement fascinée et la deuxième fois, cela ne m'a plus lâchée.

En 2000, nous avons remonté la pièce et j'ai pu à nouveau prendre la diligence en tant que contrôlease. Le contrôleur était blessé à ce moment-là et j'ai reçu alors un appel. On m'a demandé si je ne voulais pas voyager en diligence en tant que contrôlease puisque j'avais fait déjà plusieurs fois le trajet, je pourrais donc les accompagner. C'est ce qui m'a menée là.

Au début, je n'avais pas beaucoup de relations avec les chevaux. C'est seulement quand j'ai participé au nettoyage et aux préparatifs du parcours en diligence que je m'y suis faite.

Combien de circuits effectuez-vous dans une année?

Au début, on en faisait 20 par saison, cela veut dire de juin à septembre et dans les cinq dernières années, environ 50 circuits. Nous

sommes plusieurs contrôleurs et nous nous partageons le travail.

Combien de fois les parcours ont-ils lieu? Est-ce que le temps joue un rôle?

Pendant la saison, on fait le circuit tous les jours et par tous les temps. Même quand il fait mauvais temps, cela a ses attraits. Quand il y a eu un éboulement de pierres, nous n'avons pas pu rouler pendant deux jours. Quand il neige et que la neige reste sur la route, alors on ne peut pas non plus rouler. Nous pouvons fermer la diligence afin que les passagers ne soient pas mouillés. Seuls le postillon et le contrôleur sont dehors mais nous avons de bons vêtements, de longs imperméables et des chapeaux imperméables et nous pouvons nous protéger contre les intempéries.

Combien de personnes tiennent dans la diligence?

Huit personnes.

Qu'est-ce qui vous fascine dans le circuit en diligence?

C'est le sentiment d'autrefois, quand on roule au pas; on ne peut pas vivre la nature d'une meilleure manière. Lorsqu'on débute à la mi-juin les rhododendrons fleurissent et tout est rouge-rose, cela devient de plus en plus coloré, et vers l'automne tout est marron-rouge et orange. On peut vivre la végétation de manière très intense, quand on voit tout cela. En outre, on peut montrer aux passagers ce qui fleurit et où. Il me tarde d'en être à l'année prochaine.

Merci pour l'entretien.

Le bus qui atteint des sommets

Le Bus alpin – une histoire de succès

Au cours de deux années, le Bus alpin a transporté quelque 23 000 personnes – un concept gagnant. L'article décrit la naissance de ce projet, relève ses facteurs de succès les plus importants et donne des informations sur le développement actuel.

Situation actuelle

Dans les Alpes suisses, beaucoup de localités attrayantes sont difficilement accessibles par les transports publics.

Pourquoi? Parce qu'avec moins de cent habitants, elles sont exclues du financement du transport régional de personnes. Le projet «Bus des vallées alpines» cherche à combler cette lacune dans quatre régions-pilotes. Objectif: améliorer la desserte des transports publics et assurer son financement à long terme. Ce projet est dû à un organisme qui a pour but de mieux exploiter le potentiel des régions périphériques.

L'offre de transport, destinée aussi bien aux touristes qu'aux gens dépourvus de voiture, profite aussi à l'économie locale: restaurants, cabanes de montagne et petits commerces ruraux bénéficient eux aussi de la présence des voyageurs acheminés par autocar. «Sans compter que les transports en commun sont plus écologiques que le transport individuel» souligne le responsable du projet, Samuel Bernhard.

Ces régions (souvent touristiques) ne peuvent pas profiter du financement pour les transports publics régionaux. Elles ne sont pas bien desservies malgré le fait qu'elles soient bien fréquentées. Dans le meilleur des cas, un service de bus est mis en place durant la haute saison touristique. Ces destinations sont donc difficilement accessibles aux ménages sans voitures et aux touristes étrangers.

Le projet «bus des vallées alpines»

Pour résoudre ce problème, plusieurs acteurs se sont regroupés et ont lancé le projet «bus des vallées alpines»: cette coalition est formée de la Confédération, de responsables nationaux et régionaux du développement régional, des transports publics et du tourisme.

Modèle de la vallée de Göschenen

Tout a commencé avec une bonne idée. En 1999, les porteurs du projet «bus des vallées alpines» (à quelques personnes près) ont monté dans le cadre de la réflexion sur «Göschenen région modèle – un avenir pour l'homme et la montagne» un système de bus sur appel pour la vallée de Göschenen. Ce projet s'inscrit dans une série de projets visant à développer les offres de tourisme doux (vente de produits régionaux, ouverture d'un local de vente et d'information, etc.)

La réussite du projet de bus sur appel dans la région de Göschenen sert de mo-



(photo mad)

dèle à d'autres régions. Ce projet de bus sur appel profite non seulement aux acteurs régionaux (restaurants, cabanes, magasins à la ferme, ...) mais aussi à l'environnement.

Encouragés par cette réussite, les initiateurs du projet se sont mis à la recherche d'autres régions. Lors d'un procès de sélection on a choisi parmi 50 régions quatre régions de montagne pour la création et la promotion d'un «Bus alpin».

Quatre régions – quatre réussites

Dans la région de la Greina (GR), le Bus alpin a été utilisé par quelque 4000 personnes. Ce succès a pu être atteint, grâce à la coopération de trois acteurs régionaux: Val Lumnezia, Val Sumvitg et Valle di Blenio. Les coûts engendrés par la ligne Vrin – Puzsatsch ont été couverts à 67%, soit bien mieux que les 41% prévus. La ligne Rabius – Runcahez a atteint, conformément aux objectifs fixés, les 30%.

Dans la région de Gantrisch (BE), le Bus alpin a proposé une offre pour la saison d'hiver (entre Schwarzenburg et Schwarzenbühl), ainsi qu'une offre estivale (entre Riffenmatt, Schwarzenbühl, Sütternen et Ottenleuenbad). Ces différentes lignes, qui ont été exploitées durant le week-end, ont été moins utilisées. Les auteurs de ce projet espèrent une hausse des fréquentations grâce à la création de nouvelles destinations.

Dans la vallée de Binn (VS), éldorado pour les chercheurs de minéraux, plus de 7000 personnes ont utilisé le Bus alpin. Dans ce cas, plusieurs bus sur appel ont été introduits. Pour les promoteurs du parc naturel du Binntal, cette offre représente un important succès. Depuis la création de ce service, les cabanes et les pensions du parc de Veglia-Devero (Italie) ont également connu une affluence inhabituelle.

Dans la région de Moosalp (VS), une offre forfaitaire a été développée pour les amateurs d'astronomie. Une centaine de personnes ont utilisé le bus destiné aux observateurs d'étoiles. Enfin, un service de transport a été mis en place entre Bürchen et Moosalp. Cette offre conçue pour les amateurs de luge et de raquettes a connu une très bonne fréquentation.

Le Bus alpin a également servi à promouvoir la coopération entre les différents acteurs de cette région du Haut-Valais. Concrètement, un logo constitue l'amorce officielle de l'intégration et de la coopération touristique future.

Politique régionale

Cette initiative représente plus qu'une simple offre touristique. Il s'agit en fait de créer une plateforme pour accroître la compétitivité des stations environnantes, par le biais de la coopération. Dans ce contexte, le tourisme doit permettre d'assurer des places de travail, d'améliorer l'attractivité d'une région et d'accroître la qualité de vie des autochtones. Il s'agit en plus de maintenir une occupation décentralisée du territoire grâce au lancement de projets novateurs possédant une haute valeur ajoutée.

Le Bus alpin a été lancé en 2005 par le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), le Club Alpin Suisse (CAS) et l'Association Transports et Environnement (ATE). Ces trois organisations ont conçu, avec le soutien de la Confédération et de divers sponsors, un service de bus circulant dans quatre régions de montagne (Greina GR/TI - Gantrisch BE - Binntal VS - Moosalp VS). Ce projet a pu être réalisé grâce au soutien de CarPostal Suisse, de plusieurs communes, ainsi qu'avec l'appui d'organisations régionales et touristiques.

C'étaient les régions elles-mêmes qui étaient responsables de la réalisation du projet. Tout a fonctionné selon le principe de la subsidiarité ce qui représentait un facteur de succès important.

A noter que ce projet qui permet de réduire les émissions de CO₂ a obtenu le prix du public pour les innovations en matière de transports publics.

Depuis l'été 2009, le Bus alpin atteint de nouveaux sommets

Pour la saison d'été 2009, la région Alp Flix (GR), superbe écrin naturel, et le parc régional de Thal (SO) s'ajoutent aux offres existantes. Désormais, les randonneurs pourront délaissier leur voiture et emprunter le Bus alpin pour se rendre dans sept régions différentes. Les nouvelles destinations permettront encore d'élargir le cercle des consommateurs intéressés par ce type d'offre. Les lignes existantes inciteront les touristes soucieux de protection de l'environnement à utiliser les services du Bus alpin.

Développement du site Internet

Toutes les offres, ainsi que les horaires des sept lignes du Bus alpin, se trouvent sur le site www.busalpin.ch.

Cette plateforme sera actualisée en permanence, de façon à présenter de nouvelles offres. Des pages seront encore créées, afin de donner des conseils aux randonneurs désireux découvrir des joyaux naturels qui étaient jusqu'ici peu ou mal desservis par les transports publics.

Sources: www.sab.ch, SAB, Seilerstrasse 4, 3001 Berne www.busalpin.ch

Courrier des lecteurs

Pas de portables pour les élèves de l'école primaire!

En Autriche, les utilisateurs des téléphones portables deviennent de plus en plus jeunes. En moyenne, les enfants reçoivent leur premier téléphone mobile à l'âge de 10 ans. Juste au moment de la rentrée, le président de l'ordre des médecins de Vienne, Walter Dörner, prévient une fois de plus qu'une étude australienne vient de prouver que l'utilisation intense du portable peut modifier le cerveau des enfants qui est encore en train de se développer. Le médecin inquiet ne voit aucune raison de donner le signal de fin d'alerte quant au danger de tumeur: Ces données provisoires sont trop inquiétantes pour croire les prévisions atténuantes de l'industrie du téléphone mobile qui disent qu'il n'y aura pas de danger pour la santé si les valeurs limites sont respectées. Le président de l'ordre des médecins

souligne qu'il est «vraiment déplorable» que les avertissements des médecins et en particulier ceux de l'ordre des médecins en Autriche ne soient toujours pas pris au sérieux. Dörner ajoute qu'il y a une série d'études en Europe qui disent clairement que le risque de tomber malade d'un cancer provoqué par le rayonnement des mobiles existe. «C'est pourquoi nous conseillons également aux adultes d'être prudents.» En Autriche «on pratique toujours une politique d'atténuation qui, vu l'extension des téléphones mobiles et les connaissances scientifiques, ne peut être justifiée en aucun cas si l'on est adepte d'un concept de prévention au sens large du terme».

Walter Koren, Kirchdorf

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich